

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il s'agit de définir pour l'année 2020, pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire communal. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Ville, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire communal, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire communal.

Par ailleurs, à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 (fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié par le décret n°2019-139 du 26 février 2019), les conditions de remboursement des frais d'hébergement et de transport survenant dans le cadre de l'exercice des missions des agents et des élus locaux ont été modifiées. La délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019 doit donc être ajustée et modifiée en ce sens au niveau de la prise en charge des frais de repas.

La modification concerne l'augmentation du taux de remboursement des frais de repas sur l'ensemble du territoire national, pour lequel le seuil prévu initialement par la délibération n°V2019-133 devient, avec la parution de l'article, inférieur au seuil prévu par celui-ci. Les dispositions dérogatoires prévues par les établissements ne pouvant conduire à un remboursement inférieur aux seuils fixés par décret, il convient

donc de faire évoluer celui-ci de 15,25€ à 17,50€ pour un repas. Le reste des dispositions prévues par la délibération reste inchangé.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de la Ville de Montpellier :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- **de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.**

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville es qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans ce cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Ville.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de la Ville de Montpellier ainsi que du Directeur général des services et de la Directrice de Cabinet :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- **de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.**

Hors de ce cadre individuel, le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Ville de Montpellier, hors du territoire communal.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la collectivité.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par la Ville de Montpellier, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Maire de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, pour le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, et pour la Directrice de cabinet de la Ville de Montpellier, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de la Ville de Montpellier. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire communal nécessaires à la promotion et au développement de la Ville de Montpellier, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Ville de Montpellier :

Dans le cadre de missions ayant pour objet la représentation et le développement de la Ville de Montpellier, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire communal, dans le cadre de manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de

représentation de Monsieur le Maire, du Directeur Général des Services et de la Directrice de Cabinet sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier ;

- de dire que les dépenses correspondantes seront imputés sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-111159-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.